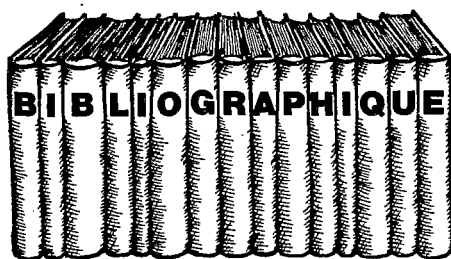


CHRONIQUE



INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

RELATIONS INTERNATIONALES

ALUKO (Olaïjide) — *Essays in Nigerian Foreign Policy*. — Londres, Allen & Unwin, 1981, 288 p., Index.

Une large proportion des études qui composent ce volume a été précédemment publiée sous forme d'articles mais ceci ne diminue en rien leur attrait car l'auteur, proche des décideurs nigériens en matière de politique étrangère, apporte au lecteur de nombreuses informations inédites. Sont particulièrement intéressantes les analyses consacrées à la nationalisation de la *British Petroleum* et au débat sur l'octroi de tarifs préférentiels aux acheteurs africains de pétrole nigérian. On regrette toutefois que certaines études anciennes n'aient pas été mises à jour : pourquoi la politique nigériane en Afrique de l'Ouest depuis 1975 est-elle quasiment ignorée ? [D.B.]

Centre d'études d'Afrique noire, Institut Charles de Gaulle — *La politique africaine du général de Gaulle, 1958-1969*. — Paris, Pédone, 1980, 421 p.

La méthode qui consiste à réunir en un vaste colloque des universitaires

et des témoins pour étudier l'histoire contemporaine est-elle féconde ? La tradition de loyauté de l'administration française (et les préoccupations d'une carrière non achevée pour certains) empêchent que l'on puisse attendre des révélations sensationnelles ou des prises de position non orthodoxes de la part d'anciens responsables s'exprimant sur une période récente. Certes, parler sous le contrôle des acteurs historiques peut être stimulant pour les chercheurs. Ils savent que toute inexactitude dans leurs propos sera relevée, ils peuvent espérer que des témoignages viendront compléter leur information et que seront apportées quelques mises au point. Encore faut-il qu'ils aient la possibilité — et la volonté — de poser des questions embarrassantes, de remettre en cause des vérités accréditées, de conduire sans complaisance un débat véritable.

Le colloque de Bordeaux réunissait un nombre imposant de personnalités : des ambassadeurs, des hommes politiques de France et d'Afrique, des journalistes, des anciens collaborateurs du général de Gaulle, tous connaissant de l'intérieur maints aspects de la politique africaine. Jacques Foccart lui-même honorait cette réunion de sa présence. La répartition des tâches semble avoir bien fonctionné : quinze

communications scientifiques, pour la plupart de bonne tenue, donnant toute sa valeur à l'ouvrage ; en contre-chant, de longues interventions, des anecdotes à foison, des confirmations en forme de « confidences » — les « témoins » ont assuré leur partition avec brio. D'où vient alors un sentiment de malaise qui va croissant à la lecture des actes de ce colloque ?

On ne saurait reprocher aux organisateurs de n'avoir pu tout traiter encore que, mis à part les rapports sur la politique militaire en Afrique noire et sur l'attitude du général de Gaulle dans l'affaire du Biafra, tous les sujets de communication quelque peu gênants aient été écartés : rien sur l'Afrique du Sud, rien sur la Guinée, peu de choses sur les flux financiers et rien sur les effets de la politique monétaire française en Afrique ; quelques paragraphes anodins sur les conseillers du Général en matière africaine mais rien sur les relations entre les élites africaines et les milieux français affermissant la présence des intérêts privés en Afrique sous le couvert de la coopération. Pas un mot sur la Côte française des Somalis, les pressions morales exercées et le trucage du référendum de 1967.

Le malaise naît du manque d'aspérité dans le débat et de l'absence de la moindre remarque critique à l'égard de la politique gaulliste. Le lecteur sera bien informé sur les problèmes juridiques et institutionnels de la Communauté, sur les mécanismes de la coopération. Il apprendra beaucoup sur la façon dont le général de Gaulle voyait l'Afrique, clairement résumée par l'un de ses anciens collaborateurs : « Je ne crois pas qu'il y ait eu une doctrine africaine du général de Gaulle, sinon celle résultant de l'application à l'Afrique de certaines règles de pensée, de certains principes qui commandaient sa conception de l'action internationale de la France » (M. Burin des Rozières, p. 277-278). Il verra comment « derrière le discours fraternel et égalitaire, il va de soi, en effet, que la France poursuit la sauve-

garde de son influence et de ses intérêts » (P. Dabiezies, p. 246 ; voir aussi le rapport tiré de la thèse de P. Quantin, p. 53-74). Mais il ne saura rien — strictement rien — des effets de cette politique sur les destinataires. L'approche est purement française et les peuples africains semblent bien lointains. Avec un cynisme désarmant (et inconscient) la seule question vraiment débattue est celle de savoir comment le général de Gaulle a bien pu réussir à maintenir les États africains dans la mouvance française dans un « scrupuleux respect de leur souveraineté », étant bien entendu que cela ne fut que bénéfique aux Africains. Quelques questions simples auraient pu être posées : « comment ce scrupuleux respect de la souveraineté s'accommodait-il du secret entourant certains accords de coopération jamais publiés et du fait que la légitimité des gouvernants africains venait s'acquérir à Paris ? ». Ou bien : « si le bilan de l'application des accords économiques liant les pays africains et la France est "incontestablement positif" comme on l'affirme (p. 194), n'a-t-il pas eu cependant pour effet de renforcer des liens d'interdépendance fortement asymétriques entre l'ancienne métropole et les anciennes colonies ? », etc.

Non seulement ces questions — et bien d'autres pourtant suggérées dans les rapports — n'apparaissent pas dans la discussion mais l'esprit du livre suggère que les participants ne pouvaient même pas songer à les formuler, soit qu'elles ne se posent pas pour eux tant l'habitude a été prise de ne considérer l'Afrique que par référence aux intérêts français, soit que l'atmosphère d'une rencontre placée sous le patronage de l'Institut Charles de Gaulle eut rendu sacrilège toute interrogation sur le bien fondé de la politique africaine gaulliste. Que celle-ci ait eu des côtés positifs, on l'accordera volontiers. Fallait-il pour cela en dissimuler les ombres et célébrer dans une telle unanimité le nouveau dogme de la V^e République, celui de l'infailibilité de son père fondateur ? [M.-C. S.]

HABERLI (Christian) — *Les investissements étrangers en Afrique — Avec des études de cas portant sur l'Algérie et le Ghana* — Paris et Abidjan, Librairie générale de droit et de jurisprudence et Nouvelles éditions africaines, 1979, 331 p.

Cet ouvrage constitue un bilan de l'évolution du droit des investissements étrangers en Afrique. Il s'efforce de montrer l'articulation des mutations juridiques, des conflits socio-politiques et des options des responsables (des entrevues avec les techniciens ayant permis d'échapper au langage conventionnel des décideurs politiques).

La problématique de l'auteur est claire : l'investissement étranger n'étant ni un bien ni un mal en soi, les pays africains tentent simultanément d'attirer et de contrôler ces capitaux. Ces deux objectifs d'attraction et de contrôle sont, bien entendu, difficiles à concilier et leur interaction engendre une évolution conflictuelle et accélérée d'un droit dont les instruments mêmes ont rapidement changé : les accords multilatéraux (sur lesquels les investisseurs et les représentants des pays industrialisés insistaient encore il y a peu) ont à peu près complètement échoué. Quelques accords bilatéraux existent mais ils ne sont pas parvenus à imprégner réellement l'ensemble des relations entre les pays concernés. Si bien qu'en définitive ce sont les systèmes juridiques nationaux qui, conformément aux

aspirations à l'indépendance économique et juridique, sont devenus le droit positif.

Cette transformation progressive est d'autant mieux suivie par l'auteur que celui-ci a su éviter la tentation, si fréquente, de construire le « droit au développement » sur le mode statique d'un compromis stable entre les intérêts des partenaires, comme l'imaginent les partisans des conventions internationales, ou sur le mode utopique d'une affirmation normative des droits des pays non industrialisés dans un « Nouvel Ordre Économique International ». Le droit des relations Nord-Sud ne peut être qu'une succession d'armistices et de compromis dont la fonction de remise en cause des rapports internationaux existants les contraint à être eux-mêmes contestés dès leur signature. [J.C.]

GEZE (F.), LACOSTE (Y.), VALLADÃO (A.-G.-A.), dir. — *L'État du monde 1981* — Paris, Maspero, 1981, 497 p.

Heureuse initiative que celle prise par les Éditions Maspero en se proposant de nous restituer sous une forme pas trop rébarbative « l'état du monde ». Avec concision et chiffres à l'appui, l'annuaire fait le tour des problèmes de l'heure sans autre prétention que celle de nous remémorer des événements passés ou de nous livrer les faits bruts d'une actualité sans répéter. [Z.L.]

ÉTATS ET SOCIÉTÉS EN AFRIQUE NOIRE

CALLINICOS (Luli) — *A people's history of South Africa. Gold and workers. 1886-1924* — Johannesburg, Ravan Press, 1981, 112 p. (P.O. Box 31134, Braamfontein 2017, Johannesburg. prix : R. 3,75)

Ce livre abondamment illustré fait suite aux travaux du premier atelier

d'histoire sociale, tenu en 1978 à l'Université du Witwatersrand (Afrique du Sud). Il sera suivi, nous annonce-t-on, d'autres volumes, traitant notamment de la résistance économique et politique des travailleurs sud-africains dans une période plus récente. Souhaitons longue vie à cette série et, en attendant, bravo pour cette première tentative particulière-

ment réussie de promouvoir une histoire populaire de l'Afrique du Sud. Populaire, le travail de Luli Callinicos l'est non seulement parce qu'il se place résolument du point de vue des classes exploitées, mais aussi grâce à sa présentation vivante et à son style explicite et concis.

Que représente la période couverte par l'ouvrage ? 1886, c'est l'année de la découverte des fabuleux filons d'or du Transvaal qui allaient fonder la prospérité blanche de Johannesburg et faire ainsi basculer l'Afrique du Sud dans un processus capitaliste accéléré d'un genre un peu particulier, celui de l'exploitation raciste. 1924, année de l'élection d'un gouvernement de coalition après la grande grève des mineurs blancs, c'est, grossièrement, le début d'une autre ère, celle du redéploiement du capital vers un secteur industriel moderne auquel le boom minier avait frayé la voie. Entre ces deux dates, l'auteur s'attache à démontrer, pour le lecteur profane, les mécanismes complexes de l'impitoyable et efficace mise au travail d'une armée de paysans soudainement transformés en mineurs dans des conditions auxquelles il était difficile de se soustraire. Ceci n'empêcha cependant pas le développement d'une résistance qui, sans avoir triomphé, n'en fut pas moins permanente et multiforme : la prolétarianisation, c'est-à-dire la marche forcée des paysans vers le salariat, ne fut jamais, et là moins qu'ailleurs, un événement paisible.

Les pivots de ce système, qui aboutira à l'apartheid contemporain, et repose sur une active complicité entre la classe des propriétaires de mines et les autorités, sont exposés avec précision : premièrement, la déportation des paysans vers les zones minières, rendue possible par la désorganisation des économies rurales traditionnelles, les mesures d'expropriation, la monétarisation et les taxes ; ensuite, la création d'une force de travail bon marché, masculine et adulte, parquée dans des baraquements (*les compounds*) où son entretien ne coûtait presque rien ; enfin, sa domestication sans cesse renforcée par un con-

trôle draconien de ses mouvements selon les besoins du capital minier (le système des contrats et des *pass*) et par l'instauration d'une discipline quasiment militaire autour des lieux de production.

Tous les éléments essentiels de la stratégie minière furent l'objet d'une résistance soutenue de la part des Noirs : boycott des emplois, grèves dès 1896, désertions, non-coopération, destruction des *pass* en furent les principaux épisodes. La vigueur et la variété des luttes menées par le prolétariat contraste cependant avec la faiblesse des améliorations que celui-ci parvint à arracher. Les propriétaires, ayant pour eux un système politico-économique cohérent, dont la force ultime résidait dans le surpeuplement et la pauvreté des campagnes, surent tirer parti des situations les plus menaçantes. Un exemple parmi d'autres : le recours pour briser le boycott noir à une centaine de milliers de Chinois dans les années 1900, que l'on renvoya vite chez eux lorsqu'ils résistèrent à leur tour. L'ouvrage comporte également de bonnes indications sur la formation d'une classe ouvrière blanche, ses rôles et ambiguïtés successifs durant cette période qui s'achève par des mesures ségrégationnistes en sa faveur.

Il y a quelques simplifications et quelques lacunes dans ce livre, que justifie cependant l'étroitesse du cadre d'analyse initialement retenu par l'auteur. Parce qu'elle nous est expliquée de façon sommaire, l'importance des zones rurales pour le capitalisme financier, avant et après la loi sur la terre de 1913, ne nous aide pas à comprendre pourquoi le gouvernement attendit plus de vingt-cinq ans avant d'instituer les fameuses « réserves » (dont la contribution à la création d'une force de travail bon marché est pourtant très bien analysée). D'autre part, même si toute cette période est dominée par le capitalisme minier, on aurait aimé trouver plus d'indications sur ce qui se passait ailleurs que dans le Transvaal ainsi que sur les tendances des autres formes du capitalisme qui s'imposèrent après

1924. Le premier chapitre (« *L'Afrique du Sud avant l'ère industrielle* »), dans une étonnante imprécision chronologique et géographique, nous décrit successivement l'Afrique du Sud d'« *il y a environ 200 ans* » comme une société de subsistance quelque peu idyllique, puis comme une région où le commerce n'avait rien modifié de fondamental, et enfin comme un pays où « *la raréfaction des terres parvint à un point critique* » (celle-ci étant attribuée au développement des chefferies) au point d'engendrer un grand marasme. L'intervention du colonialisme blanc, et sa victoire foncière au XIX^e siècle, nous est ainsi présentée comme la suite logique de ce vague processus, en même temps que comme la dernière étape avant l'aventure minière. En fait, le capitalisme minier s'est développé dans une région à l'agriculture encore féodale (et non de subsistance), et cela grâce à un apport massif de capital étranger. Il a ainsi pris de vitesse les régions côtières où capitalisme et prolétariat agricoles existaient depuis longtemps (depuis l'abolition de l'esclavage). C'est donc un bel euphémisme que de dire que « *même avant la découverte des diamants et de l'or, la vie de subsistance commençait à changer* », alors qu'elle avait été radicalement bouleversée. Une dernière remarque : l'auteur donne un bon résumé de la genèse du racisme avec la colonisation, et l'on y voit l'étonnante similarité entre les propos des colonisateurs sud-africains et des patrons anglais du XIX^e siècle (les prolétaires britanniques, comme les Noirs, sont dits « paresseux » et « ignorants »). Mais elle ne signale pas ce qu'il y a de spécifique dans le racisme sud-africain qui est toujours, et aujourd'hui plus que jamais, plus fonctionnel qu'irrationnel : il est le premier rouage politique de l'économie sud-africaine. Faute de préciser cela, on serait tenté d'expliquer le racisme par le simple retard des mentalités et miser ainsi sur sa disparition prochaine. Ce qui nous semble, hélas, illusoire.

Ces quelques réflexions ne retire-

ront à personne, espérons-le, l'envie de posséder et de faire circuler cet excellent livre d'histoire. On trouvera, toujours au bon endroit en face du texte, nombre de photos, gravures, poèmes et encadrés divers qui en rendent la lecture et l'assimilation très attrayantes. [A.M.]

CHAPELLE (Jean) — *Le peuple tchadien : ses racines, sa vie quotidienne et ses combats* — Paris, l'Harmattan, 1980.

Autant l'avouer tout de suite : tout au long de la lecture de ce livre j'ai éprouvé un sentiment de malaise né de ses ambiguïtés. Certes, la compétence de l'auteur est incontestable et il est aujourd'hui l'un des rares chercheurs capables d'écrire un ouvrage survolant l'histoire du Tchad de la proto-histoire à nos jours. Tâche difficile entre toutes dans l'état actuel des recherches mais que Chapelle a eu le mérite d'entreprendre malgré tout, comblant ainsi une lacune dans la littérature. Il y a été aidé par son amour sincère du Tchad et de ses habitants, sentiment qui se dégage de tout son livre dont certains passages ne manquent pas de poésie.

Et pourtant, le lecteur reste finalement insatisfait. Le problème principal est déjà contenu dans le titre de l'ouvrage qui est en lui-même tout un programme. Les populations du Tchad, dit Chapelle dans son introduction, « sont liées par le passé, elles sont liées aussi dans le présent... et jusque dans l'inconscience actuelle de leur devenir ». « Le » peuple tchadien donc, tel est le sujet du livre. Pari résolument optimiste et dont on peut mettre en doute le réalisme, vu l'évolution actuelle des affaires tchadiennes. Pari difficile à tenir en tout cas, car il est beaucoup plus facile d'écrire une étude cohérente sur le Tchad en partant de la diversité de ses populations que de le faire en privilégiant à tout prix son unicité, dans la mesure où une telle démarche rend malaisé le classement des données et les distinctions nécessaires.

Chapelle n'a pas pu éviter cet écueil. Dans la première partie de son livre, qui traite du milieu physique, de la mise en place des populations, des genres de vie et des structures sociales et religieuses, l'auteur essaie de s'en tenir à l'unicité des populations tchadiennes. Il en résulte un certain flou, dans la mesure où le lecteur a parfois du mal à saisir à quel segment du peuple tchadien s'applique telle ou telle remarque. Confusion entrecoupée cependant par quelques synthèses brillantes et hardies, comme par exemple sur la mise en place des populations actuelles (p. 59-60).

Dans la seconde partie du livre, proprement historique et chronologique, Chapelle abandonne la thèse unitaire annoncée au début, sans la remplacer cependant par une autre ligne directrice. Le texte devient alors encyclopédique et le lecteur non-spécialisé risque de se noyer dans la masse de détails, sans pouvoir saisir les liens qui s'établissent entre eux. D'où les ambiguïtés que j'ai évoquées au début. Si Chapelle s'était laissé guider par un fil conducteur moins mince que celui qu'il a adopté au début de son étude et perdu quelque part en route, son ouvrage aurait gagné en cohérence et aurait été plus facile à utiliser. Tel qu'il est, celui-ci apporte tous les faits, mais le lecteur est parfois obligé d'en faire la synthèse. [R.B.]

CORNEVIN (Robert) — *La République populaire du Bénin, des origines dahoméennes à nos jours* — Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1981, 584 p. Cartes, Photogr., Bibliogr., Index.

L'ouvrage de Robert Cornevin est, à bien des égards, exceptionnel. Il est tout d'abord imposant par sa taille et par ses thèmes puisqu'il se fixe pour objectif de rendre compte en quatorze chapitres des sociétés de l'actuelle République populaire du Bénin « du fond des âges à l'année 1980 » (p. 530). Ceci suppose l'utilisation

d'une masse considérable d'informations et une méthode stricte qu'illustrent une bibliographie et un index, aussi imposants par leur volume (cent pages au total) que par leur contenu.

Mais l'ouvrage est également exceptionnel par la conception de l'histoire qui apparaît dans ce texte et par l'honnêteté intellectuelle qui transparait dans la justification des choix opérés par l'auteur. Robert Cornevin ne nous cache pas les circonstances administratives et militaires qui le conduisirent, au début des années « quarante », à s'intéresser à l'histoire du Dahomey, puis comment il a sélectionné ses principales sources (qui sont des sources écrites). Les préoccupations de l'auteur concernant les « temps modernes » sont aussi clairement exprimées par les titres des quatre chapitres que l'auteur y consacre : l'administration française, les missions et Églises chrétiennes, le développement économique, social et culturel, l'évolution politique.

Il est probable que l'auteur souhaiterait que l'on applique à son œuvre le jugement de Camille Jullian à propos de l'enseignement de Fustel de Coulanges, cité p. 530 : « il nous a appris non seulement à cultiver l'histoire comme une science, mais à la pratiquer comme une vertu ». Il y a, en effet, une grande vertu à vouloir rendre « justice et vérité aux morts ». Mais, tout en privilégiant cette exigence éthique, l'auteur n'en a pas moins reconduit une conception de l'histoire qui préfère l'étude des dynasties régnantes à celle des peuples (toujours plus difficile à mener) et qui restitue « la vision des vainqueurs », que ce soit celle des rois d'Abomey ou celle de l'administration coloniale, à l'encontre de celle des vaincus. Il me semble donc que ce n'est pas dévaloriser cet ouvrage essentiel pour la connaissance du Bénin que de noter, en conclusion, que cette histoire du Dahomey appelle, en « contrepoint », d'autres travaux historiques qui, grâce aux données que Robert Cornevin a contribué à éclaircir, illustreront cette « histoire par le bas » que *Politique Africaine* souhaite éga-

lement promouvoir et exprimer. [E. L.R.]

GOULD (David) — *Bureaucratic corruption and underdevelopment in the Third World: the case of Zaïre* — New York..., Pergamon Press, 1980.

SCHATZBERG (Michael G.) — *Politics and class in Zaïre. Bureaucracy, business and beer in Lisala* — New York, London, Africana Publishing Company, 1980, XI - 228 p., Bibliogr., Index.

VANDERLINDEN (Jacques) dir. — *Du Congo au Zaïre. 1960-1980. Essai de Bilan* — Bruxelles, Éditions du Centre de recherche et d'information socio-politiques, s.d. [1981], 424 p., Bibliogr.

Notre connaissance du Zaïre s'est enrichie, ces derniers mois, de la parution de trois ouvrages de qualité, bien que de portée diverse.

Le recueil dirigé par J. Vanderlinden comble une lacune en offrant une synthèse sérieuse des différents aspects du régime zaïrois actuel. Il faut en particulier noter les remarquables chapitres de A. Huybrechts et D. Van der Steen (sur l'économie) et de V.-Y. Mudimbe (sur la culture) qui transcendent le caractère un peu didactique de l'ensemble et qui intéresseront tous les politistes ayant fait de l'Afrique leur champ de recherche. Pour le reste, ce livre se présente comme un outil de travail commode et sûr.

L'essai de D.-J. Gould traite de la dimension la plus spectaculaire du « mal zaïrois » : la corruption. Il démontre, sans finesse excessive, que cette pratique n'est pas individuelle mais institutionnelle et systémique ; aux yeux de l'auteur, la corruption et le sous-développement sont les éléments dialectiques d'un même processus, le développement à la périphérie du mode de production capitaliste. Il ne s'agit donc pas seulement d'un problème de gestion, de « mismanagement » : « In Zaïre corruption was seen as central to the consolidation of

the local bourgeoisie's grasp on the State apparatus and in its strategy of strengthening its hold on this apparatus by obtaining the loyalty of the petty bourgeoisie. The encouragement and tolerance of corruption even extend to the lower classes, although systemic corruption claims them as primary victims of underdevelopment » (p. 121-122). La partie la plus riche de ce travail réside, à mon goût, dans le lexique des pratiques de la corruption, qui est donné en annexe.

Un tel diagnostic, M.-G. Schatzberg le reprendrait volontiers à son compte. Mais son étude dépasse singulièrement ce problème ponctuel, de même que sa démarche intellectuelle s'évade du dogmatisme qui alourdit quelque peu l'analyse de D.-J. Gould. S'inspirant des travaux sur la fluidité et la relativité des identifications ethniques, Schatzberg plaide pour une approche contextuelle des classes sociales (« a contextual approach to class analysis »). Ce faisant, il rompt avec le marxisme un peu mécaniste qui a tendu à prévaloir dans les colonnes de la *New Left Review*, de la *Monthly Review* ou de la *Review of African Political Economy* et qui s'est efforcé de caractériser, d'une part *la* classe dominante, de l'autre *la* classe révolutionnaire. Son étude de la vie politique à Lisala représente une contribution majeure à une compréhension multidimensionnelle et dynamique du rôle de l'État dans le processus de formation d'une classe dominante, son grand mérite étant de saisir cette évolution à l'échelle locale ou régionale tout en en conservant une intelligence globale. Schatzberg, il nous donne peut-être ainsi l'un des meilleurs livres qui aient été récemment écrits sur l'Afrique politique. [J.-F. B.]

KAPPEL (Robert) — *Liberia. Wirtschaftliche und politische Entwicklung 1971-1980* — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1980, 192 p.

Après une présentation de l'histoire économique et politique du

Libéria jusqu'à la mort du président Tubman, en 1971, Kappel analyse d'un point de vue « dépendantiste » l'évolution économique sous le président Tolbert, ainsi que les mutations politiques à la fin des années 70. Dans une étude riche en matériaux (beaucoup de faits et de tableaux, chronologie, abondante bibliographie), mais pas toujours systématique, Kappel montre que la diversification des investisseurs et des partenaires commerciaux n'a pas résolu le dilemme fondamental de l'extraversion de l'économie libérienne : ce n'est pas l'« impérialisme noir » des Américo-Libériens qui domine au Libéria mais le capital étranger pour lequel travaille une couche de « com-pradores ». Les tentatives de libéralisation économique, partiellement réussies à travers la pratique de la « porte ouverte », n'ont été que très légèrement altérées sous Tolbert. [K.Z.]

La dépendance de l'Afrique et les moyens d'y remédier, Actes de la 4^e session du congrès international des études africaines, Kinshasa, 12-16 décembre 1978, ACCT, Paris, Berger-Levrault, 1980, 792 p.

Octave — Demain l'Afrique — préface d'Abdou Diouf, Paris, PUF, 1981, 196 p.

La publication d'actes de colloque scientifique est toujours décevante et l'ouvrage établi par V.-Y. Mudimbe ne fait pas exception à la règle. La variété des sujets et la diversité des points de vue, le hasard des présences et des absences rendent de tels ouvrages peu représentatifs et restituent mal l'atmosphère réelle du colloque, auquel nous n'avons du reste pas assisté. Ceci étant, l'ouvrage n'est pas dénué d'intérêt : plusieurs communications sont de très haut niveau. On y apprend par ailleurs plus sur le style intellectuel de universitaires zairois que dans n'importe quelle étude plus savante. C'est le président Mobutu lui-même qui donne le ton dans son message aux congressistes : « Je vous

souhaite la bienvenue en terre africaine du Zaïre, berceau de l'authenticité. A plusieurs reprises, il m'a été donné de souligner, notamment auprès de votre président, l'intérêt que je porte aux études africaines. Comment en serait-il autrement pour le fondateur de la doctrine de l'authenticité que je suis ? » La trentaine de communications zairoises illustrent très bien ce message et présentent de ce point de vue un intérêt au second degré (par rapport aux thèmes du colloque lui-même) non négligeable. (Sans méchanceté aucune de ma part, la motion de remerciement des participants — p. 762 — donne une illustration concrète des déterminismes externes de l'africanisme mondial !). La phraséologie domine donc la plupart des contributions mais l'ouvrage mérite quand même d'être feuilleté pour celles de B. Rupp (situation des études africaines) ; C. Coquery-Vidrovitch (les retards de l'industrialisation dans l'Empire français) ; K. Ilunga (la dynamique de l'État post-colonial) ; B. Barry (la dépendance et le royaume du Waalo). La montagne a effectivement accouché d'une souris.

L'ouvrage d'Octave est un peu de la même veine ; c'est de la mauvaise science-fiction. Fruit d'un travail collectif (C. Goux, E. Jouve, J. Poirier et L.-V. Thomas entre autres) cette étude de prospective est à la fois verbeuse et peu précise. A la limite une critique plus concrète des mentalités des développementalistes eût été plus utile et... plus agréable à lire. Les huit chapitres explorent les préalables anthropologiques, les valeurs, les systèmes d'expression, la recherche scientifique, les axes de développement, les firmes multinationales et le nouvel ordre mondial. Certes la générosité anime ces analyses mais que faire des mythes qu'elles charrient : la spécificité des catégories logiques de la pensée traditionnelle, la notion de développement endogène intégré ou le rôle perturbant de la recherche ? Ni constat empirique ni exercice de simulation (voir par exemple 'Les stratégies pour le futur de l'Afrique' mises au

point par S. Amin dans le cadre du CODESRIA), l'étude d'Octave semble purement gratuite comme si de meilleures idées (?) suffisaient à remettre l'histoire africaine sur les bons rails.

Bref, un gros et un petit livre qui nous arment bien peu pour comprendre et changer les logiques de la dépendance et du sous-développement. [J.-C.]

LINIGER-GOUMAZ (Max) — *La Guinée équatoriale. Un pays méconnu* — Paris, L'Harmattan, 1980, 508 p. Bibliogr.

Ce livre est le premier ouvrage d'ensemble publié en français sur la Guinée équatoriale. A part une courte introduction et une chronologie sommaire, il se présente sous la forme d'un dictionnaire. Tout en accordant une priorité à l'histoire, l'économie et la politique, il aborde tous les sujets : son ambition est encyclopédique. L'auteur a résidé un certain temps dans le pays comme fonctionnaire international. Il a pu rassembler une information très riche et souvent de première main, d'autant plus précieuse qu'il s'agit d'un des pays d'Afrique les plus fermés. A ce titre il s'agit d'un instrument de travail indispensable. Malheureusement, le dictionnaire constitue un outil peu pratique en la circonstance. On peut se demander pourquoi l'auteur, au lieu de présenter une introduction lisible et attrayante à la Guinée équatoriale, a choisi cette forme éclatée et totalement déconcertante. C'est en effet pour le lecteur avide d'informations une expérience curieuse que de lire un tel ouvrage de A à Z. Ceci d'autant plus que le choix des rubriques est parfois contestable. Il aurait fallu trier quelque peu les fiches avant d'offrir au lecteur un véritable « listing » à l'état brut. Cet ouvrage ne peut donc être utilisé que comme ouvrage de référence et non comme une initiation au pays.

Le politiste trouvera une information précise sur les aspects internes et internationaux de la politique équato-

guinéenne. Il regretta cependant qu'elle soit présentée d'une façon trop factuelle et descriptive sans véritable perspective analytique. Ainsi, l'analyse de la nature népotique du régime est fort bien documentée mais pas véritablement analysée alors qu'il s'agit là du trait le plus original du régime. Il en est de même du règne de la terreur, autre caractéristique essentielle du régime. La terreur est bien décrite, mais la logique d'un pouvoir terroriste n'est pas analysée. Alors que l'auteur traite du Bwiti, il passe sous silence la dimension magique de cette terreur exercée par Macias Nguema. On espère que ce travail ne constitue qu'une première étape. [J.-F. M]

SAUL (John S.) — *The State and Révolution in Eastern Africa* — Londres..., Heinemann, 1979, 454 p. Index.

Résolument engagé, un tantinet militant mais toujours intelligent, ce recueil d'articles de l'un des principaux théoriciens de l'État post-colonial africain constitue une excellente introduction synthétique aux grandes questions politiques qui se posent en Afrique orientale et australe, en même temps qu'il représente l'un des temps forts du très riche débat qui anime à ce sujet les chercheurs anglophones.

State and Revolution s'inscrit notamment dans la perspective des célèbres *Essays on the political economy of Africa* que l'auteur avait rédigés en collaboration avec G. Arrighi et qui avaient suscité de nombreuses interrogations sur le rôle historique respectif de la paysannerie et de la « labor aristocracy ». D'un point de vue comparatif, les chapitres traitant de la Tanzanie, de l'Ouganda et de l'ethnicité méritent une attention particulière pour qui réfléchit sur l'articulation du politique à la lutte sociale. [J.-F. B.]

« Special issue on Zimbabwe » — Review of African Political Economy — 18, mai-août 1980, 144 p.

« Consciousness and Class » — Review of African Political Economy — 19, septembre-décembre 1980, 128 p.

Il n'est sûrement pas besoin de présenter *RAPE* à nos lecteurs mais dois-je dire que c'est ma revue africaniste préférée ? [Jean, tu es un traître ! N.D.L.R.] Certes, pour beaucoup, c'est une revue radicale, néo-marxiste, un tantinet boy-scout ou militante, bref ce n'est pas une revue scientifique. Pourtant la plupart des grands débats sur l'Afrique contemporaine ont lieu dans ses pages : la nature de l'État, les formes du développement capitaliste, les sécheresses, les classes sociales (bourgeoisie, paysannerie, ouvrière), les idéologies politiques et les partis. Ce qui nous est surtout utile, à nous francophones, c'est cette information et cette réflexion théorique portant sur l'Afrique anglophone : les numéros consacrés au Nigeria, à l'Afrique australe sont indispensables à toute bibliographie portant sur ces sujets. Mais l'intérêt final de *RAPE* je le vois ailleurs. Quels que soient les défauts de l'engagement, la réflexion théorique, la recherche empirique sont toujours articulées explicitement à des problèmes d'élaboration stratégique. Cette position est parfois difficile à formuler et je crois que les camarades de *RAPE* sont les seuls africanistes à essayer de réfléchir à ce que signifie concrètement la lutte pour le socialisme en Afrique noire. Le problème peut paraître éculé pour nous, car toutes « nos » expériences francophones ont échoué ou sont du vent : Guinée, Mali, Congo, Bénin, pour ne pas parler des illusions sénégalaises. C'est dire qu'à juste titre le scepticisme est de rigueur, et l'une des raisons de *Politique Africaine* est précisément de donner à lire (et à réfléchir) autre chose que des slogans. La Tanzanie, l'Afrique australe engagent peut-être un sérieux implicite autrement stimulant. Et maintenant il y a le Zimbabwe...

Le numéro 18 de *RAPE* consacré au Zimbabwe face à l'indépendance donne la mesure des problèmes actuels, mais surtout, propose des analyses théoriques (et donc ayant valeur politique pour les choix à prendre) portant sur la nature de la formation rhodésienne et donc sur la nature de classe des luttes politiques.

La Rhodésie a-t-elle connu un mode de production de colonat (*settler mode of production*) ? L'axe des analyses doit-il tourner autour de la terre ou des rapports de travail, en l'occurrence le système des réserves et des travailleurs semi-prolétariés ? Vision menchévik (rétablissement d'un vrai capitalisme) ou voie plus révolutionnaire ? Les responsables du numéro, Lionel Cliffe et Barry Munslow, estiment que le degré de conscience politique et la nature des accords de Lancaster House ne permettent pas d'envisager cette seconde hypothèse, d'autant plus que les projets des experts radicaux s'appuient sur une vision erronée des rapports socio-économiques du Zimbabwe. Un excellent article sur l'histoire du travail africain (L. Malaba), une analyse des élections de 1980 (L. Cliffe, J. Mpefu et B. Munslow), des études sur les possibilités de transition socialiste (P. Yates) et sur la nouvelle littérature concernant les stratégies de développement (B. Munslow), enfin un débat sur ce nouveau mode de production (W. Biermann, R. Kessler, C. Baylies) nous permettent d'être au cœur même de tous les choix à prendre (et qui apparemment ne sont pas encore pris : cf. J.-P. Langellier dans *Le Monde* du 3 décembre 1981).

Le second numéro de *RAPE* comporte un article sur la bourgeoisie émergente au Zimbabwe de B. Munslow qui montre le danger d'une « voie kényane » où l'africanisation des positions occupées par les colons blancs ne changerait rien aux rapports de production dominants. Signalons dans ce même numéro des articles sur les phénomènes de conscience de classe chez les travailleurs africains (R. Cohen), les paysans du Congo belge (B. Jewsiewicki) et une excellente con-

tribution critique au fameux débat kényan de B. Beckman. Rappelons pour ceux qui ignoreraient tout de la revue l'existence de la bibliographie, « Current Africana », établie par Chris Allen dans chaque numéro et qui présente des références et des thèses consacrées aux grands thèmes socio-politiques et économiques de l'Afri-

que contemporaine (Maghreb inclus). Un instrument de travail non exhaustif et parfois incomplet quant aux données de référence (pages, éditeur, etc.) mais très commode. Bref, lisez *Politique Africaine*, évidemment, mais lisez aussi *RAPE* (et vice versa !).
[J.C.]

COURRIER

Nous avons reçu la lettre suivante de René Dumont :

« Pierre Jalée publie dans *Politique africaine* de mai 1981 une critique de notre livre, *L'Afrique étranglée*, de M.-F. Mottin et moi-même. Je ne m'étends pas sur ses critiques : quand il me reproche "mon" allergie aux problèmes financiers, il est facile de répondre que je ne les maîtrise pas. Et si "je" mets l'accent sur les problèmes ruraux, c'est que "je" suis un agronome. Tout cela ressort du domaine normal des critiques et les critiques m'ont beaucoup appris. Mais pourquoi nous insulter gratuitement en écrivant : "Livre... qui porte deux signatures d'auteur (il est vrai en graphies d'inégale importance) alors que, selon toutes apparences, il ne fut écrit que par René Dumont, M.-F. Mottin, qui fut certes sa compagne d'enquête sur le terrain, limitant son apport à une préface." »

1. Ce fait est *totalelement inexact*, comme Jalée eût pu l'apprendre aisément, en se renseignant au Seuil, auprès des dactylos qui ont tapé le manuscrit et du directeur de collection. M.-F. Mottin a participé à part à peu près égale (nous n'avons pas mesuré) à la rédaction de *tout le livre*. Ceux qui me lisent attentivement, au lieu de se fier aux apparences, ont aisément reconnu les passages qu'elle a rédigés ; et notamment la conclusion si importante.

2. Ce fait est présenté d'une façon *insultante* en insinuant que j'ai fait mettre son nom pour des raisons autres que la qualité de son apport. M.-F. Mottin travaille avec moi depuis qu'elle m'a soumis le manuscrit d'un livre qu'elle a écrit absolument seule (j'ai écrit la préface !) et qui s'appelle *Cuba quand même* (Le Seuil, 1980).

3. Depuis, nous avons publié ensemble, et cette fois avec des graphies d'égale importance (refusées pour *L'Afrique étranglée* pour des raisons purement commerciales), *Le mal-développement en Amérique latine*.

Nombre d'amis qui me lisent de près, ont souligné que l'apport de Marie-France Mottin rendait à nos livres un accent plus humain qu'aux miens, ceux qui les précèdent. »

Pierre Jalée répond :

« L'accusation portée contre moi par René Dumont est pour moi tellement imprévue et elle m'apparaît tellement grotesque qu'elle me laisse sans voix. A chacun de juger. »

POLITIQUE AFRICAINE

Numéros disponibles

1. <i>La politique en Afrique noire : le haut et le bas</i>	45,00 F
2. <i>L'Afrique dans le système international</i>	45,00 F
3. <i>Tensions et ruptures en Afrique noire</i>	45,00 F
4. <i>La question islamique en Afrique noire</i>	45,00 F